

KOLWEZI, L'OPÉRATION BONITE

PAR LE COLONEL STÉPHANE COEVOET - PROMOTION « LIEUTENANT-COLONEL DRIANT », (1965-67)

Le témoignage de l'officier opérations du 2^e REP rend compte de façon extraordinaire et dans le feu de l'action, du niveau de risque encouru lors des combats de Kolwezi en mai 1978.

Les Soviétiques avaient des ambitions en Afrique par est-Allemands et Cubains interposés, les ouest-Allemands cherchaient à implanter une base de lancement de satellites (OTRAG) à bas coût sur l'équateur avec l'accord de Mobutu, d'autres lorgnaient sur l'uranium de Schinkolobwe, au nord de Kolwezi, celui qui avait permis Hiroshima et Nagasaki... L'évaluation des risques politiques et stratégiques était bien éloignée des préoccupations du capitaine officier opérations du 2^e REP que j'étais à l'époque. Mon souci du moment était la préparation de l'OAP. Un C160 avait déjà décollé de Kinshasa (en utilisant probablement trois kilomètres de piste du fait de sa surcharge) pour prendre un peu d'avance sur les Hercules zairois volant plus vite et arriver sur Kolwezi en même temps qu'eux. Dans le même temps, le DC8 amenant le médecin-chef Ferret et le brancardier-aumônier Yannick Lallemand atterrissait à Kinshasa.

Le C130 zairois du chef de corps avait déjà absorbé un excédent de vingt légionnaires venant d'un troisième avion en panne sur les huit initialement prévus mais décoller à 82 plutôt qu'à 80 valait d'en prendre le risque si cela nous assurait au moins la présence d'un médecin et de notre brancardier fétiche là où nous pensions aller...

Il m'aura fallu quarante ans pour réussir à confesser le *padre* et savoir ce que le colonel Erulin lui avait glissé à l'oreille sur la rampe du C130, moteurs tournant, alors qu'il nous rejoignait à bord du véhicule qui l'avait cueilli à la coupée du DC8 à peine posé.

« Ou c'est le plus grand bluff que ne nous ait jamais raconté la presse et il ne s'est rien passé à Kolwezi, ou il y a eu des massacres et l'ennemi nous attend de pied ferme ».



Capitaine Coevoet, indicatif « Mouette Alpha »

Vers trois heures du matin, nous avons bien eu un exposé de situation mais quand il m'avait fallu rédiger un semblant d'ordre initial tout était au conditionnel pour le paragraphe « ennemi » en particulier quant à ses moyens anti-aériens. À la question posée, le colonel Gras me répondit : « les Mirage III zairois ayant survolé plusieurs fois la ville à basse altitude et Mobutu s'étant posé sur l'aérodrome sans se faire descendre vous pouvez écrire « néant ». Pourtant, quelques jours plus tard l'officier renseignement brandissait un document mentionnant « les bataillons katangais ont été formés et instruits par des instructeurs cubains et est-allemands en Angola ainsi que pour certaines armes par des instructeurs soviétiques notamment dans le domaine des missiles anti-aériens »

Quant à l'attaché militaire belge, il a rapporté par la suite : « ...qu'on ne pouvait supposer à ce moment-là que la France n'interviendrait qu'avec 400 hommes car elle n'avait pas les moyens d'en envoyer plus, vu les moyens de transport disponibles. De plus, ces légionnaires devaient être largués par des C130 zairois ... et on connaissait l'état de ces avions... c'était donc une opération « dingue » qui ne pouvait être réalisée qu'avec des légionnaires. Il n'était pas possible d'exiger cela de la part d'une troupe « normale »



Le colonel Erulin donne ses ordres

Le vol Kinshasa-Kolwezi a duré plus longtemps que prévu. Nous tournions en rond sur la brousse, suivis par les trois autres C130 et j'avais demandé au chef largueur son casque (celui-ci fonctionnait contrairement au treuil pour ramener un para accroché par la SOA comme il fut constaté plus tard) pour contacter le colonel zairois patron de la formation et savoir si nous arrivions. « Mon capitaine, nous sommes perdus » m'a-t-il répondu. Heureusement, le C160 français s'est alors manifesté et a remis la formation sur la bonne direction, mais cela n'a pas suffi pour que les avions se présentent dans l'axe de la zone de saut, offrant ainsi aux éventuels servants de SAM 7 le temps de se préparer pendant que nous survolions tranquillement la ville ...et l'aéroport pour nous réaligner !

Ainsi, un chef de corps sur le point de faire larguer 681 hommes en deux rotations ne savait finalement pas grand-chose. Il ne savait pas non plus que les seules forces capables de le tirer rapidement d'une situation au sol qui aurait pu être critique face à 2000 à 3000 katangais annoncés comme possibles sur zone avaient pour ordre « ...ne pas donner appui à l'opération (des Français) - dépannage au sol à Kamina admis (base aérienne ex-belge à 200 km au nord de KWI) »



Avant le grand saut

Larguer sans connaître ni le vent ni la situation ennemie, à 1400 mètres d'altitude avec des parachutes non adaptés aux gaines apportées de Calvi, sur une zone de saut chaotique en lisière même de la ville « présente à coup sûr un certain danger » comme l'a écrit plus tard l'adjudant de corps du 1^{er} bataillon parachutiste belge venu reconnaître la zone de saut quelques jours après le saut. Il voyait des parachutes dans les arbres, sur la voie ferrée, dans les jardins.... Il rencontre un sergent du 2^e REP, provocateur, auquel il demande s'il y a eu des blessés à l'atterrissage. La réponse fuse « un légionnaire ne se blesse pas ! » Et ses chefs de conclure « partant de ce principe, il est évident que l'on peut prendre des risques plus conséquents. »

L'avion leader a fait larguer les gaines LRAC en pleine brousse avant même le passage « pour rien » sur la ville. Si bien qu'il n'a donc pas fallu insister beaucoup pour convaincre le chef de corps qu'il était le seul colonel, qu'il y avait plusieurs capitaines, et que malgré sa volonté de sauter en tête de son régiment il était préférable qu'il décroche sa SOA et me laisse à la porte. Sans chef de corps, ce serait devenu périlleux.

Les opérations en ville n'ont pas présenté de particularité quant au « risque ». Le baptême du feu de la presque totalité des 381 sautants de la première rotation s'est déroulé comme s'il s'agissait d'un exercice à tir réel au champ de tir de Casta et les cadres ont fait preuve d'une maturité de vieux soldats au feu, sans s'exposer inutilement.

Quelques minutes avant la tombée de la nuit, s'est déroulée une scène cornélienne en matière de risque. La deuxième rotation avait pris du retard à Kamina et se présentait pour le largage de la 4^e compagnie, de la section mortier du lieutenant Verna et de la section des chuteurs opérationnels du lieutenant Halbert, sur deux zones de saut cette fois, de part et d'autre de la nouvelle ville qui restait à contrôler.

Zones de saut non sécurisées, combats en cours un peu partout mais d'intensité décroissantes, herbes à éléphant rendant les regroupements difficiles, surtout de nuit. Il nous manquait encore du saut de jour une vingtaine de légionnaires disparus ...imprécision des avions ...

Pas de liaison radio vers l'extérieur, hormis quand nous étions survolés, le poste du 13^e RDP ayant fait tapis. Mais à certaines heures un bricolage en clair en MA a établi une liaison avec retransmission vers Calvi par le détachement du 2^e REP au Tchad du lieutenant-colonel L'Hopitalier puis par téléphone vers le CEMA par le lieutenant-colonel de Lajudie, chef de la base arrière à Calvi.

Et bien sûr existait le danger de retours offensifs de l'ennemi connaissant le terrain.

Le renfort de cette seconde rotation était évidemment fort utile...

Le chef de corps, à son PC installé sur le toit du lycée Jean XXIII était un peu tendu : fallait-il s'en priver ou non ?

Concertation. Unanimité : ne pas prendre le risque de laisser larguer ...mais avis partagés sur la possibilité d'un poser d'assaut à l'aérodrome distant de 10 km et théoriquement tenu par le 311^e bataillon parachutiste et quelques clandestins du SDECE (?), ce qui aurait permis de s'assurer de cette plateforme et de progresser vers la cité africaine Manica où se trouvaient encore d'une manière certaine beaucoup de rebelles.

À la réflexion, le colonel a eu raison d'une part de refuser le largage (combat de nuit dans les hautes herbes et tirs fratricides, regroupements insuffisants pour mener des actions coordonnées ...) et d'autre part de refuser le poser d'assaut qui me tentait.



Poulet, Gausserres, Coevoet, Erulin et Benezit

La hantise du chef de corps était un éventuel retour offensif des rebelles. Le combat de Metal Shaba avait prouvé qu'il existait puisque nous avions affronté un bataillon organisé, motorisé, disposant d'appuis. Nous savions aussi qu'une patrouille motorisée belge, était tombée nez à nez avec des véhicules rebelles et était rentrée sagement à l'aéroport.

Alors fallait-il desserrer autour de Kolwezi ? Au risque de corps-à-corps dans les hautes herbes ?

C'est ce qui fut fait, dès l'arrivée de nos véhicules, de jour et de nuit jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de la ville. Au prix de plusieurs tués et blessés. Mais avec pour résultat, comme les reconnaissances de Mirage III en rendirent compte, le repli accéléré des rebelles vers l'Angola.

Et pour conclure :

... le risque vis-à-vis de la hiérarchie pris par le colonel Gras : le CEMA, le général Méry, voulait éviter l'enlèvement des forces françaises, 2^e REP, 13^e RDP, 1^{er} RPIMa ... engagés à Kolwezi. Mais le colonel Gras, vieux soldat colonial connaissant bien les Zaïrois ne voulait pas laisser les soldats pillards subitement ressuscités seuls sur zone avant l'arrivée des Marocains. Pendant trois jours, il a superbement ignoré l'ordre de faire décrocher le 2^e REP, jusqu'à un message « immédiat » signé du général Méry lui-même « vous confirmez l'ordre formel d'appliquer sans aucun retard... m'adresser un aperçu » Mais le colonel Gras a quand même laissé une compagnie renforcée sur zone et la SER au pont de Lualaba.

Et puisque son nom est cité il faut être conscient que sans lui, cerveau de l'opération, et sans ses coopérateurs, rien n'eût été possible.

Bien sûr, d'autres types de risques sont apparus.

D'ordre tactique : attendre avant de tirer pour différencier des rebelles de soldats zaïrois plus ou moins pillards ou déserteurs sortant de la brousse en ferrailant pour se donner du courage.

De nature médiatique : gérer la ruée de journalistes avides pour certains de dénoncer une action postcoloniale.

De nature logistique : bien peu de place pour des rations dans la musette, pas de ravitaillement en munitions ...mais profusion hétéroclite sur place.

Enfin, d'ordre sanitaire : un seul médecin, des cadavres en décomposition, des épidémies...

Officier parachutiste, le colonel Coevoet a longtemps servi à la Légion étrangère essentiellement au 2^e REP comme chef de section et commandant de compagnie. Il a été officier opérations dans ce régiment notamment à Kolwezi en 1978. Il a été aide de camp du Président de la République, Monsieur François Mitterrand de 1986 à 1988 avant de commander le REP.

Témoignage du colonel James Callahan des Forces spéciales américaines en 1978

À la suite de l'article de l'auteur, et à sa demande, voici le point de vue du colonel James Callahan, ancien du Vietnam, de la CIA et des forces spéciales en poste à Paris en 1978. Grâce à ses réseaux, il a obtenu en quelques heures l'accord de la Maison-Blanche au soutien aérien de l'opération française.

Traduction de Bernard Jaud (de la promotion « Lieutenant-Colonel Driant »)

La question du risque est au cœur même de l'opération « Bonite » menée sur Kolwezi en 1978. L'opération elle-même est un cas d'étude opposant les processus de décision politique français et américain et les moyens militaires respectifs et propres aux deux nations.

L'opération elle-même : la Légion a été projetée avec un bref préavis pour une mission simplement qualifiée de problématique à des milliers de kilomètres de sa base et engagée sans couverture aérienne, sans armes lourdes, sans soutien santé, avec des vivres limités, des munitions limitées et pratiquement aucune liaison avec la chaîne de commandement nationale.

Ndlr : les opinions exprimées ci-dessus sont celles du seul rédacteur et ne reflètent aucune position officielle d'aucun membre du gouvernement américain en activité de service. Lors de l'opération de Kolwezi en 1978, le rédacteur était officier des Forces spéciales américaines ayant l'expérience du combat et servant comme officier de liaison renseignement à Paris.

Seule la République française pouvait mener une telle opération comportant un tel risque. Pas plus qu'hier, compte tenu de leurs contraintes politiques et militaires, ce ne serait le cas des États-Unis aujourd'hui.

Politiquement, la Constitution de la V^e République française, élaborée par le général de Gaulle octroie un pouvoir de décision militaire quasi monarchique à l'Élysée. Le processus de décision peut être, comme ce fut le cas pour Kolwezi, rapide et direct. En Amérique, une telle rapidité dans la prise de décision n'est pas possible. La Maison-Blanche peut s'affranchir de consulter le Congrès mais au prix d'un grand risque politique.

Du point de vue militaire, les institutions politiques françaises disposent avec la Légion étrangère d'un instrument de politique nationale unique dans une démocratie occidentale, hautement entraîné et hautement discipliné. Au-delà de cette réalité, la Légion possède également une « valeur ajoutée » unique. Elle est politiquement sacrificable. L'Amérique ne possède pas un tel outil militaire politiquement sacrificable pour soutenir sa politique nationale. Risquer nos boys « sans multiplicateurs de force et sans les éléments de protection qui faisaient manifestement défaut lors de la décision française de 1978 d'engager les légionnaires est absolument impensable. En outre, et une fois encore autant hier qu'aujourd'hui, la simple dimension du système militaire américain de prise de décision, y compris dans un domaine strictement militaire, est plus compliquée et trop souvent significativement chronophage qu'elle ne l'est dans le système militaire français.

En résumé, l'opération sur Kolwezi en 1978 met en lumière le contraste entre le potentiel de prise de risque propre aux Français et celui des structures politique et militaire américaines. On peut considérer les Français comme un léopard. Les Américains sont un mastodonte. Le léopard sait faire preuve de rapidité et d'audace. Le mastodonte, par nature énormément plus puissant, est en même temps inévitablement plus lent et à l'occasion beaucoup moins enclin à prendre des risques.

Observation finale : en 1978 une perception parallèle des intérêts nationaux de la France et des États-Unis a permis au léopard et au mastodonte de coopérer militairement dans la conduite de l'assaut de la Légion sur Kolwezi. Aujourd'hui, la décision de s'engager dans une telle coopération, du moins de la part des dirigeants de la politique étrangère américaine, de la communauté du renseignement et des militaires américains serait beaucoup plus problématique. Il en est ainsi car aujourd'hui à Washington, les responsables américains qui partagent leurs convictions historiquement fondées sur les traditionnels intérêts stratégiques américains sont suspects à la Maison-Blanche. En attendant, la Maison-Blanche elle-même semble ne pas avoir une vue cohérente et personnelle sur ce que pourraient être ces intérêts stratégiques.

Dans un Washington aussi discordant, la possibilité pour le léopard français et le mastodonte américain de percevoir des intérêts parallèles et par conséquent d'engager avec succès une opération mutuellement profitable comme celle de Kolwezi est, dans le meilleur des cas, douteuse.

